

Les subsides

M. Johnston: Nous connaissons tous le vieil adage: celui qui paie a bien le droit de choisir.

M. Riis: C'est la banque du Canada qui vous paie.

M. Johnston: Dans votre cas, celui qui tient la baguette, c'est M. Dennis McDermott du CTC. Je puis assurer à Votre Honneur que de ce côté-ci, les députés aimeraient beaucoup écouter un jour à la Chambre les véritables conceptions des députés néo-démocrates. Ce sont de jeunes Canadiens brillants qui occupent les bancs du Nouveau parti démocratique et il est réellement dommage que nous devions nous asseoir ici et les écouter débiter les théories du CTC au lieu de développer leurs propres idées. En fait, il est ennuyeux d'écouter les même vieilles banalités, les mêmes vieilles idées . . .

M. Riis: Vous pouvez imaginer ce que nous ressentons alors.

M. Johnston: . . . la même incompréhension que nous avons entendue aujourd'hui. Le NPD . . .

[Français]

. . . cherche toujours, je pense qu'on les appelle en français, des boucs émissaires. Il faut . . .

[Traduction]

M. Anguish: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Le député de The Battlefords-Meadow Lake invoque le Règlement.

M. Anguish: Monsieur l'Orateur, je crois que le député ne devrait pas trop s'écarter du sujet qui nous intéresse et je voudrais demander à Votre Honneur de le lui rappeler, mais je crois plutôt que vous ne devriez pas en tenir compte parce que les libéraux n'auront prochainement plus l'occasion de prendre la parole à la Chambre au nom du gouvernement. Par conséquent, je demande à Votre Honneur de ne pas tenir rigueur aux députés libéraux des digressions qu'ils peuvent faire.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence ne voit pas en quoi il y a matière à un rappel au Règlement.

M. Johnston: Monsieur l'Orateur, je m'excuse. Je croyais que les liens qui unissent le Nouveau parti démocratique et le Congrès du travail du Canada étaient bien connus. Si je révèle un secret qui surprendra ou choquera les électeurs, c'est une autre question.

Des voix: Non, non.

M. Johnston: Le député prétend ne pas comprendre. Ce qu'il ne comprend pas en fait, c'est que les problèmes que nous connaissons ne sont pas propres au Canada seulement.

M. Riis: Vous avez raison. Rejetez-en la responsabilité sur quelqu'un d'autre.

M. Johnston: Nous n'ignorons pas qu'il faut que l'économie américaine se redresse. Le député crie à qui veut l'entendre que nous rejetons toujours le blâme sur autrui. Il a exprimé de

vives inquiétudes au sujet de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique. Un député de cette province se rend sûrement compte que la vigueur et l'avenir de l'industrie forestière en Colombie-Britannique dépendent dans une très large mesure de la santé de l'économie américaine et des mises en chantier de logements aux États-Unis.

M. Riis: Et si on trouvait de nouveaux débouchés?

M. Johnston: N'importe quel élève d'école secondaire qui étudie l'économie dans l'Est sait cela, aussi suis-je persuadé que le député le sait lui aussi.

M. Riis: Il faut de nouveaux débouchés.

M. Johnston: Il connaît les répercussions des taux d'intérêt américains. Je n'ai certes pas besoin d'exposer à nouveau toute la situation et d'expliquer quelles conséquences le fait de pratiquer d'autorité des taux d'intérêt qui dépassent de 1 p. 100 le taux d'inflation, comme le suggère le député, aurait sur l'économie. Il est ridicule de sa part de faire encore une fois cette suggestion aujourd'hui après avoir entendu quantité d'interventions sur le sujet, après avoir eu l'occasion d'en parler au gouverneur de la Banque du Canada, après avoir été mis bien au courant de la question par tous les économistes réputés du pays.

M. Riis: Il m'a convaincu que j'avais raison.

M. Johnston: Tous les pays sont dans le marasme. Nous le savons tous.

M. Riis: En ce moment, le taux d'intérêt est de 6.5 p. 100 au Japon.

M. Johnston: Il dit qu'au Japon le taux d'intérêt s'élève à 6.5 p. 100.

M. Riis: Le taux d'inflation au Japon s'élève à 3.5 p. 100.

M. Johnston: J'invite le député à signaler aussi à combien s'élève le taux d'inflation au Japon.

M. Riis: Le taux d'intérêt est de 3.5 p. 100.

M. Johnston: C'est précisément le point central du débat, à savoir les conséquences du taux d'inflation et de la psychose inflationniste des Canadiens. Cette psychose qui influe sur le taux d'intérêt et le taux d'inflation a des répercussions qui découlent directement de la spirale salaires-coûts, ce que le député de Kamloops-Shuswap ne comprend pas non plus.

M. Riis: Il a décrit correctement ce phénomène.

M. Johnston: Permettez-moi d'en parler pendant quelques instants pour que la prochaine fois qu'il se rendra dans sa circonscription, ou la prochaine fois qu'il aura l'occasion de discuter avec M. McDermott, il soit en mesure de lui expliquer les graves dangers que court le pays si nous ne parvenons pas à contrôler la masse salariale. Nous n'avons guère réussi, au Canada, à supprimer les augmentations.

Des voix: Bravo!

M. Riis: Mais si!